

dans la spirale de la pauvreté, de la criminalité, de la corruption et de l'autoritarisme. Des conflits alimentés par d'interminables querelles, qui puisent leurs racines dans l'histoire, la réapparition des divisions ethniques et la prolifération des mouvements sécessionnistes précipitent les pays et les régions voisines dans un cycle de violence, de conflit et de souffrances humaines.

Partout dans le monde, les mesures à prendre face aux États en déroute figurent en tête des priorités de politique étrangère. Aussi les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et les Nations Unies élaborent-ils de nouvelles stratégies pour s'attaquer à la reconstruction, à la stabilisation et aux crises civiles.

S'agissant des situations d'urgence, il importe avant tout de se concentrer sur la prévention, de façon à détecter rapidement les signes avant-coureurs d'une crise. Il s'agit également de savoir quand et comment agir pour faire obstacle à l'escalade de la violence. En cas de problème, il est essentiel d'agir rapidement, par une aide adéquate, notamment dans des domaines comme le maintien de l'ordre, le déminage et le rétablissement des tribunaux, et cela, pour protéger les populations et leur permettre de refaire leur vie. Enfin, pour œuvrer au redressement des sociétés après un conflit, il faut disposer de suffisamment

de ressources et de temps pour permettre la reconstruction, la réconciliation et la consolidation de la paix.

« La nécessité d'apporter un soutien sur le long terme, si coûteux soit-il, même au risque d'exposer des Canadiens au danger, est non seulement une obligation morale mais un impératif stratégique », de dire James Wright, sous-ministre adjoint responsable du Secteur de la sécurité internationale et directeur politique à AEC.

« Même si nous ne sommes pas menacés directement par l'effondrement ou l'implosion de ces États, nos valeurs, en tant que Canadiens, et nos responsabilités, en tant que citoyens planétaires, nous obligent, quelle que soit la situation, à agir face à la victimisation, aux souffrances humaines et à la misère qui en résultent inévitablement, poursuit-il. Il reste encore beaucoup à faire et de nombreux obstacles se dressent devant nous, mais notre contribution porte fruit. » ❁

**Pour plus d'information sur les initiatives d'AEC face à des enjeux internationaux liés à la paix et à la sécurité, prière de consulter le lien suivant : [www.international.gc.ca/foreign\\_policy/global\\_issues-fr.asp](http://www.international.gc.ca/foreign_policy/global_issues-fr.asp).**

## Apporter une plus-value aux missions humanitaires

L'automne dernier, alors qu'il venait à peine d'être nommé directeur adjoint de la Direction de l'Europe du Nord, à AEC, à Ottawa, John Davison a reçu un appel. L'Équipe d'intervention

en cas de catastrophe (DART) était sur le point d'être déployée à la suite du tremblement de terre qui avait ravagé le Nord du Pakistan. Sa mission consistait à fournir de l'eau potable et des soins médicaux dans la région. On avait également besoin d'un diplomate, qui serait chargé de jouer un rôle consultatif, d'analyse et de soutien auprès de la mission diplomatique canadienne au Pakistan.

Or, M. Davison était considéré comme un excellent candidat, puisqu'il avait déjà travaillé au haut-commissariat du Canada au Pakistan, et que, lors de son affectation à Téhéran, il avait participé aux efforts déployés au lendemain du tremblement de terre survenu en 2003 à Bam, en Iran. Deux jours plus tard, il était à bord d'un avion à destination du Pakistan.

Pendant six semaines passées sur le terrain, au Cachemire, M. Davison, avec la collaboration de Carmen Tremblay et de Nancy Foster, de l'Agence canadienne de développement international, ont incarné tout ce que représente la stratégie

en « 3D », en mobilisant à la fois les ressources de la défense, de la diplomatie et du développement pour remédier à la situation.

« Notre premier souci était d'aider les gens et de faire en sorte que cette aide soit efficace », raconte M. Davison, âgé de 43 ans et originaire de Winnipeg. Ce dernier, qui a une formation d'historien et d'enseignant, a travaillé pendant six ans pour Parcs Canada avant d'entrer au service extérieur, en 1996.

Grâce à l'expérience acquise au Pakistan, de 1997 à 2000, il avait une compréhension très utile du contexte politique, historique et culturel dans la région touchée par le tremblement de terre. En qualité de membre de la DART, il a pu partager ses connaissances avec ses collègues des Forces canadiennes, tout en les aidant à aller à la rencontre des collectivités locales dans la vallée de Jhelum, où la DART était stationnée.

M. Davison a rencontré des représentants du gouvernement, des chefs religieux et des dirigeants communautaires pour mieux expliquer le rôle de la DART et obtenir leur soutien à ses activités. Autour de lui, tout n'était que destruction. Des écoles, des mosquées et des habitations construites à flanc de collines avaient été rasées et seul leur toit était demeuré intact. Les gens étaient terrifiés à l'idée d'entrer dans les édifices encore debout à cause de secousses sismiques persistantes, qui n'ont pas manqué d'effrayer également M. Davison. « Je voyais les effets du tremblement de terre partout autour de nous. »

Forcé de vivre dans des conditions rudimentaires, M. Davison dormait dans un lit de camp, tout particulièrement dans une tente de l'armée érigée sur le terrain d'une école pour fillettes de Garhi Dopatta, endommagée par le séisme.

« J'ai senti le besoin de me rendre à la clinique médicale de l'endroit pour constater les conséquences humaines de la catastrophe : des gens avaient marché pendant des kilomètres dans les montagnes pour que leurs enfants puissent recevoir des soins prodigués par des Canadiens, relate-t-il. Je n'ai certes pas soigné de fractures ni fourni d'eau potable, mais j'ai pu apporter ma contribution en partageant mes connaissances sur la région avec les membres de la DART et en utilisant mes contacts au niveau des collectivités. » ■



John Davison à l'emplacement d'une école secondaire détruite par le tremblement de terre et où 30 élèves ont péri.